

## Reconfinement

# La fermeture assomme le commerce local

Démoralisés, les «commerces non essentiels» attendent des réponses de l'État.

Marc Bretton

«La situation était grave, elle va devenir dramatique.» Pierre Brunshwig, membre de la direction du Bongéni, résume le sentiment qui semble avoir saisi dimanche les milieux concernés à la suite des annonces de fermeture des lieux jugés non essentiels par le Conseil d'État.

Depuis dimanche, l'abîme semble s'être ouvert devant les pieds des entreprises touchées, comme en témoigne Sébastien Aeschbach, propriétaire des magasins du même nom, qui parle de «coup de grâce», ou encore le représentant des cafetiers Laurent Terlinchamp, carrément démonté dimanche sur Léman Bleu. Bref, lundi, les commerçants encaissent avec peine le «coup très dur porté à l'économie», comme le qualifiait dimanche la cheffe des Finances Nathalie Fontanet.

## Le choc du retour

Alors qu'en mars, la première fermeture des commerces était un cataclysme qui avait pris tout le monde par surprise, son retour semble aujourd'hui insupportable pour des secteurs qui emploient tout de même près de 35'000 personnes, ce qui représente un peu plus de 10% des emplois à plein temps du canton.

Plusieurs éléments expliquent ces réactions. Évidemment, il y a la question du cash. Après des mois de fermeture, la reprise n'a pas permis à de nombreuses entreprises de reconstituer leurs réserves. «Après la réouverture, on a quand même moins travaillé que par rapport à l'an passé», témoigne Anthony Castrilli, président du Groupement professionnel des restaurateurs et hôteliers, lui-même propriétaire de plusieurs établissements,



**Nouvelles mesures**  
Lundi, les Genevois ont pu profiter une dernière fois des bars et des restaurants avant leur fermeture, à 19h, au moins jusqu'au 29 novembre. LAURENT GUIRAUD

dont le Cinecitta et les Antiquaires.

Le moment de la nouvelle fermeture tombe mal aussi. Alors qu'au printemps, la période est profitable pour les fleuristes et les jardineriers, en novembre elle est cruciale pour des secteurs bien plus nombreux: «Fermer au moment où les clients font leurs choix d'achats pour Noël, sans assurance de pouvoir rouvrir en décembre, c'est dramatique pour nous», témoigne Pierre

Brunshwig, patron du magasin d'habillement chic.

## «Online» pas si simple...

Troisièmement, les expériences de la première fermeture sont encore dans toutes les têtes. Dans certains secteurs par exemple, il s'avère que la substitution des commandes en ligne à celles liées aux visites physiques ne marche pas aussi bien que voulu. Ainsi, quand le produit est cher, le client aime le voir; et à l'autre extrémité,

la vente à emporter d'un produit bon marché n'est pas forcément rentable: «Smood et Cie prélèvent 30% sur les ventes, témoigne Anthony Castrilli. Cela n'en vaut pas la peine.»

## Sentiment d'injustice

La différence entre les commerces dits essentiels et les autres fait aussi flotter dans l'air un sentiment d'injustice: «Nous avons rigoureusement appliqué les plans de protection: chez Aeschbach, té-

moigne par exemple son responsable, personne n'est plus de cinq minutes à moins de 1,5 mètre d'une autre personne, et avec le port du masque! Nous sommes exactement dans la situation des librairies!» Et Anthony Castrilli à nouveau: «On a dû appliquer des mesures d'hygiène de plus en plus sévères. On sait que les foyers de contaminations sont à domicile et pas chez nous, mais rien n'y fait. On doit fermer.»

Même la définition des com-

merces essentiels fait débat! L'historique papeterie Brachard restera ouverte: «Comme les librairies, nous sommes un magasin de première nécessité, avance son propriétaire Pascal Vuarnier. Si les autorités ne le pensent pas, qu'elles nous le disent.»

«Le pipeau, c'est terminé. Maintenant, il faut des faits»

**Laurent Terlinchamp**  
Président de la Société des cafetiers

Tout cela, estime en substance Pierre Brunshwig, est assez arbitraire et injuste. Le patron, qui estime que le gouvernement se livre à une «propagande de guerre», relayée par des médias complaisants, se dit «assommé par la légèreté des mesures prises sans concertation, ni raison».

## La fin du pipeau?

Nathalie Fontanet, qui rencontre mardi les secteurs les plus touchés, devra apaiser les esprits. «Nous voulons une écoute active, réclame Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce. Les allocations pertes de gains et les réductions horaires qui redémarront, c'est très bien, mais il faut accentuer le soutien, mieux coordonner les mesures.» Le mot de la fin revient à Laurent Terlinchamp, responsable de l'association des cafetiers: «Le pipeau, c'est terminé. Il y a eu des promesses en mars, maintenant, il faut des faits.»

## Lire l'éditorial en une:

«Les élus ont mangé leur pain blanc»

## Avant la fermeture, une dernière tournée fataliste

● Les cloches de Saint-Boniface ont une tonalité étrange ce lundi 2 novembre. Il est dix-neuf heures et on dirait qu'elles sonnent le tocsin, comme une alerte Covid sur la plaine de Plainpalais. On est à deux pas de la rue de la soif, celle de l'École-de-Médecine, et l'heure est au renoncement. Les bars et les restaurants mettent la clé sous le pailllasson pour un long mois de sommeil.

La deuxième vague tant attendue a donc les mêmes effets que la première: des fermetures généralisées. Avec, comme différence, l'habitude qui permet d'anticiper.

Le matin, la foule se presse donc dans les magasins de meubles suédois pour acheter les babioles dont on ne pourrait se passer tout le mois de novembre. L'après-midi, les salons de coiffure sont pris d'assaut

pour éviter d'avoir à se battre tous les matins contre une mèche indocile et narquoise.

Le soir venu, il est temps de profiter d'un dernier verre. L'occasion est d'autant plus belle que ce début de novembre offre enfin ces douces journées d'automne dont le mois d'octobre nous a privés. On attend donc la foule à la rue de l'École-de-Médecine, des jeunes rassemblés en bacchanales rebelles et tumultueuses. Eh bien non. Les terrasses sont remplies, sans plus. D'abord, c'est lundi, et peut-être que le cœur n'est pas à la fête.

En tous les cas, pas d'esprit rebelle. Aucune des personnes interrogées, des jeunes pour la plupart, ne conteste les mesures prises pour enrayer la deuxième vague de la pandémie. «La fermeture des bars est nécessaire, estime Célia, 24 ans, étudiante. On ne sait plus comment gérer

tout ça et les mesures prises avant n'étaient pas suffisantes.»

Son amie Pauline, 32 ans, animatrice, abonde. «C'est frustrant, mais je préfère une décision drastique durant un mois que ces demi-mesures qui s'éternisent et ne règlent rien.» Chloé, 28 ans, relativise encore. «J'ai vécu la première vague en France dans le confinement. Ici, on peut sortir, se balader, on a encore de la chance.»

À une autre table, trois trentenaires soutiennent, eux aussi, ces mesures. «Quand on pense à la situation difficile que vivent les hôpitaux, je pense que ces fermetures sont raisonnables», estime Adam, 39 ans, technicien à la RTS, qui ne se dit pas trop frustré. «On a pu profiter d'une vie presque normale cet été.»

Daniel, la cinquantaine, est, lui, plus dubitatif. «Les cafetiers ont déjà beaucoup fait, ils se

sont équipés en plexiglas, on leur coupe les ailes une seconde fois. Avec la deuxième vague, il y aura beaucoup de licenciements.» Daniel s'apprête à voir défiler du monde; il travaille à l'Office de l'emploi.

À l'inverse, Marine, 25 ans, étudiante, préconise un confinement. «La responsabilité collective joue moins bien, les gens en ont ras le bol. Il faudrait les mettre deux semaines chez eux pour stopper le fléau.» Son amie Céline, 28 ans, approuve. Ces deux femmes ont des proches de leur âge qui ont été très malades, alors oui, elles ont peur de la maladie. Qui, à les entendre, laissera des traces. «Je me vois mal à l'avenir distribuer des bises comme avant, admet Céline. Et le coude remplacera la poignée de main.»

**Christian Bernet**

## «À fonds perdu, s.v.p.!»

● Le Parti socialiste (PS) pousse le Conseil d'État à accorder immédiatement, par voie d'arrêté, des aides financières non remboursables en faveur des PME actives dans les secteurs les plus touchés par les mesures décidées dimanche. Proposer des prêts n'a plus de sens pour le PS, puisque le fait de devoir rembourser ne pourrait plus être assumé par de nombreux restaurateurs, patrons de salons de coiffure, acteurs de la culture ou autres chefs d'entreprise, sortis exsangues de la première vague.

«Ces aides permettraient à ces secteurs de passer le cap de la crise, explique Lydia Schneider Hauser, coprésidente du parti cantonal. Nous estimons qu'elles devraient s'étendre sur une année car personne ne sait comment la crise sanitaire va évoluer.»

Le PS sonne le tocsin car il

craint que Berne n'intervienne trop tard. «La Confédération a la possibilité de modifier les délais prévus dans le droit du bail et les règles prévues dans la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, précise le conseiller national Christian Dandrès. Mais pour l'instant le Conseil fédéral n'a rien entrepris.»

«Ces aides ne doivent pas être accordées au détriment des prestations publiques et des conditions de travail des employés de l'État, poursuit Romain de Sainte Marie, coprésident du PS. Il faut par conséquent jouer sur l'endettement et sur la fiscalité. En temps de crise, il est habituel que les États empruntent pour pratiquer une politique anticyclique. Concernant la fiscalité, le Conseil d'État doit notamment renoncer à son projet de baisse d'impôt sur la fortune.» **Eric Budry**